

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

E. FOURNIER DE FLAIX

Le problème monétaire (suite et fin)

Journal de la société statistique de Paris, tome 29 (1888), p. 179-197

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1888__29__179_0

© Société de statistique de Paris, 1888, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

IV.

LE PROBLÈME MONÉTAIRE. (*Suite et fin* [1].)

X.

De l'influence de la révolution monétaire sur les États à étalon d'argent avec monnaie d'or et d'argent.

De même que la seconde catégorie des États à étalon d'or comprend les États à étalon d'or et à monnaie d'argent ; la première catégorie des États à étalon d'argent comprend les États à étalon d'argent avec monnaie d'argent et d'or. Ces États ne sont pas les plus importants, la France exceptée, mais ce sont les plus nombreux. Ils occupent une place considérable dans la révolution monétaire, parce que ce sont ceux qui marquent le mieux la substitution que cette révolution a pour but d'accomplir. Dans les États à étalon d'or, la substitution est faite, bien qu'incomplètement ; dans les États à étalon d'argent avec monnaie d'or, elle se prépare, mais elle n'est pas faite, du moins en droit.

Parmi ces États, la France, la Hollande, la Belgique, l'Italie, l'Espagne ont seules des relations internationales étendues et variées. Le Mexique possède une situation monétaire importante, sans être en mesure d'exercer une influence indépendante sur les affaires internationales. Ainsi, le Mexique continuera à produire de l'argent sans prendre en considération ni l'influence générale de cette production sur les autres États, ni les moyens de la rendre plus avantageuse.

Les autres États secondaires de ce groupe, la Bulgarie, la Serbie, le Maroc, Tunis, les États de l'Amérique centrale et méridionale, non compris dans les catégories précédentes, n'exercent aucune influence monétaire. Leur système monétaire est même, en général, à l'état transitoire. La plupart tendent à se rapprocher du système monétaire français.

Tous les autres, la Hollande exceptée, forment l'Union latine. La Hollande, grande puissance coloniale, possède une situation particulière importante.

§ 1. — *L'Union latine.*

L'Union latine est le fait qui montre le mieux l'influence de la révolution monétaire (2).

La supériorité du système monétaire français avait peu à peu été reconnue, malgré la réaction générale contre les idées françaises à la suite des guerres de la Révolution et de l'Empire. Au moment où éclata la Révolution de 1848, plusieurs États étaient disposés à adopter le système monétaire de la France. Le Gouvernement pacifique et libéral de 1830 avait plus propagé l'influence de la France que les guerres de la Révolution et de l'Empire.

Les événements de 1848 retardèrent ce mouvement au point de vue politique à raison de leur caractère ; la découverte des mines de Californie et d'Australie le retarda au point de vue monétaire.

(1) Voir le numéro d'avril 1888.

(2) *Annales de l'École libre des sciences politiques*, octobre 1886. — L'Union latine n'est pas vue d'un bon œil par les Allemands ni par les Américains. (*Banker's Magazine*, juin 1887.)

Les luttes politiques, l'installation du second Empire, la guerre de Crimée détournèrent les esprits de toute préoccupation monétaire. L'or affluait en France ; il se substituait à l'argent. Personne ne s'en plaignait. La polémique soulevée par Michel Chevalier restait sans écho dans le pays. Une discussion s'étant engagée, au sein de l'Académie des sciences morales et politiques (mai 1852), sur la question monétaire, entre Michel Chevalier et Léon Faucher, à propos du remarquable mémoire dans lequel Léon Faucher combattait l'opinion de la diminution de valeur de l'or, MM. Blanqui et Dunoyer se rangèrent du côté de Léon Faucher. Personne n'intervint en faveur de Michel Chevalier. Charles Dupin clôtura la discussion en faisant observer que les faits monétaires ne pouvaient être appréciés qu'à long terme.

Toutefois, après la paix de Paris et la crise financière de 1857, le ministre des finances réunit à Paris une commission pour examiner la situation monétaire de la France. Cette commission est le premier anneau de la série de commissions et de conférences qui n'est pas encore close. Cette commission paraît avoir été fort embarrassée de se prononcer entre ceux qui prévoyaient un cataclysme parce que l'argent quittait la France pour l'Inde et la Chine et ceux qui se réjouissaient de l'invasion de l'or ; elle proposa un droit à la sortie sur l'argent. Cette proposition excita une hilarité universelle et la commission s'évanouit.

Quelques années plus tard, la Belgique et la Suisse adoptèrent une convention pour la refonte et l'abaissement de leur monnaie d'appoint. Tel est le premier nucléus de l'Union latine. La France modifia dans le même sens sa monnaie d'appoint. Ce fait détermina la Belgique à demander la réunion en France d'une commission de délégués français, italiens, suisses et belges pour s'entendre sur la question monétaire.

La Belgique avait, comme la Hollande et sans les mêmes raisons, démonétisé l'or en 1850. Dès 1861, elle se trouva obligée de revenir sur cette faute.

La proposition de la Belgique fut acceptée ; elle a été le fondement de la convention du 23 décembre 1865 qui constitue entre la France, la Belgique, l'Italie et la Suisse l'Union monétaire latine pour le poids, le titre, le module et le cours des monnaies d'or et d'argent. Les bases de cette union consistèrent à fixer le titre de la monnaie d'appoint, à conserver à l'argent et à l'or pleine valeur libératoire et à convenir que la pièce de 5 fr. à 900/1,000 s'échangerait entre les caisses publiques des États contractants. La question de l'étalon monétaire fut examinée, mais sans décision. Dès cette époque, la condition subordonnée de l'argent était reconnue par les principaux publicistes et économistes.

L'influence de cette convention a été considérable. Elle marque l'apogée de l'influence française sous le second Empire. Les désastres du Mexique n'ont pas encore éclaté ; la guerre de 1866 et ses résultats n'ont pas changé l'équilibre de l'Europe. Beaucoup d'États dans l'Amérique méridionale adoptèrent alors le système monétaire de la France (1). Il en fut de même de l'Espagne.

Ce premier mouvement en provoqua un second, particulièrement dirigé par l'honorable M. Esquirol de Parieu, en faveur de l'étalon d'or et de l'unification générale des monnaies d'or au moyen de l'adoption de la pièce d'or de 25 fr. De là la Conférence monétaire universelle de 1867 et les deux enquêtes spéciales de 1868 et 1869.

(1) La Colombie avait adopté le système français dès 1854, le Pérou en 1864. Le Chili l'adopta en 1870.

Ainsi, l'Union latine a été fondée pour régulariser, d'un commun accord, mais conformément au système monétaire français, le système monétaire de la France, de la Belgique, de la Suisse et de l'Italie, en laissant de côté les questions que soulevait la révolution monétaire. Au contraire, les conférences qui ont suivi cette convention ont eu pour objet principal l'examen de ces questions.

La Conférence universelle de 1867 présente un très haut intérêt. Elle fut précédée par la réunion d'une commission spéciale française. Les chambres de commerce furent consultées ainsi que les receveurs généraux. 18 chambres de commerce et 29 receveurs généraux se prononcèrent pour l'étalon d'or unique, 34 chambres et 28 receveurs pour le double étalon ; tous demandèrent le maintien de la pièce de 5 fr. La commission consacra plusieurs séances au problème de la fixité du rapport de l'or et de l'argent. MM. Wolowski et Dumas défendirent avec une grande habileté le double étalon. M. Wolowski, s'appuyant sur l'avis de M. E. Seyd père, insista sur le retour certain de l'Angleterre au double étalon. C'est la question encore pendante. Jadis partisan de la démonétisation de l'or, Michel Chevalier se montra résolu partisan de celle de l'argent. La commission, par 5 voix contre 3, se prononça pour le maintien du double étalon. La conférence internationale ne partagea pas cette opinion.

Elle se réunit au mois de juin 1867. Elle tint huit séances. Vingt-deux États y furent représentés. La conférence, après des discussions d'un grand intérêt, prit pour base de ses délibérations la coordination des systèmes monétaires divers d'après la convention du 23 décembre 1865. Ce vote fut rendu à l'unanimité. C'est un vote considérable et qui est un hommage à la France. La conférence vota également à l'unanimité le principe de l'étalon unique, chaque État demeurant autorisé à garder transitoirement l'étalon d'argent. L'adoption de la pièce de 25 fr. ne rencontra que trois votes hostiles : Prusse, Bade, Wurtemberg. Le titre à 9/10 fut accepté par tous les délégués. On ne put cependant s'entendre ni sur le rapport de l'or et de l'argent, ni sur le cours des monnaies.

L'influence de cette conférence internationale fut considérable (1). Tous les États prirent des mesures pour en exécuter les dispositions. L'Espagne et la Grèce adhérèrent au système monétaire de 1865. L'Autriche, la Suède, la Roumanie, frappèrent des pièces d'or correspondant directement ou par leurs multiples aux pièces d'or françaises. L'Angleterre, les États-Unis, les États allemands, préparèrent la modification de leurs monnaies d'or.

En France deux enquêtes furent ouvertes (2) : la première en 1868, la seconde en 1869. La commission de 1868 se prononça en faveur de l'étalon unique d'or, en conservant provisoirement l'étalon d'argent ; elle demanda la limitation de la frappe de l'argent et la fixation à 100 fr. par chaque paiement de sa valeur libératoire.

L'enquête de 1869, qui se prolongea jusqu'en 1870, est une des plus intéressantes parmi celles réunies par le gouvernement impérial. Les procès-verbaux des dépositions et des délibérations ont échappé aux incendies de la Commune et ont été publiés. C'est un document important. L'influence de la Banque de France et de la maison de Rothschild y fut considérable. J'aurai occasion, en traitant des théories

(1) États représentés : France, Angleterre, Russie, Autriche, Prusse, Danemark, Suède, Norvège, Espagne, Portugal, Italie, Bavière, Bade, Wurtemberg, Belgique, Pays-Bas, Turquie, Grèce, Suisse, États-Unis.

(2) Travaux, dépositions, délibérations des conférences, enquêtes et commissions de 1867, 1868, 1869 ont été publiés en trois volumes in-4°.

monétaires contemporaines, d'examiner les principales dépositions et les avis des membres de la commission, notamment ceux de MM. Dumas et Michel Chevalier, qui personnifièrent la discussion. La commission vota le principe de l'étalon unique d'or, la fabrication d'une pièce d'or de 25 fr. et l'interdiction de la frappe de pièces de 5 fr.

Les événements de 1870 modifièrent profondément la situation. Ils enlevèrent à la France le prestige de la prépondérance politique ; ils rendirent, pour de longues années, impossible l'exécution de ses projets d'unification monétaire. En même temps la production de l'argent prenait un nouvel essor aux États-Unis et l'Allemagne se décidait à adopter l'étalon unique d'or. Elle présumait trop de ses ressources et de la complaisance de ses voisins. La démonétisation de l'argent en Allemagne et l'accroissement de la production de l'argent aux États-Unis firent affluer des masses d'argent en France. Les ateliers monétaires français, qui n'avaient pas frappé pour 1 million en métal-argent en 1872, en frappèrent pour 173 millions en 1873. Diverses décisions ministérielles ralentirent cette frappe. Mais le 31 janvier 1874 intervenait une nouvelle convention entre les États de l'Union latine. Cette convention limitait pour chacun d'eux la frappe de l'argent.

Cette convention changeait le caractère de l'Union latine. A un but d'uniformité monétaire, elle substituait une sorte de coalition contre les conséquences de la révolution monétaire. Quatre ans après, la convention du 5 novembre 1878 précisait plus nettement la situation. Les contractants, après avoir confirmé les dispositions du pacte de 1865, suspendaient toute frappe nouvelle d'argent ; ils limitaient même les monnaies d'appoint. Cette suspension n'était, en réalité, que la mise à exécution d'un des vœux les plus formels des conférences et des commissions de 1867, 1868, 1869. Le trouble causé dans la marche des faits monétaires par les événements de 1870 s'était dissipé, on était ramené à l'état de choses antérieur.

L'Union latine devait durer jusqu'au 1^{er} janvier 1886 ; elle a été prorogée pour cinq années avec diverses clauses relatives à sa liquidation.

Depuis 1878, la situation monétaire, qui a motivé les conventions de 1874 et 1878, s'est aggravée. Tout indique qu'à l'expiration du nouveau délai, il y aura lieu de prendre un parti à l'égard des questions proposées à la Conférence internationale de 1867.

On doit remarquer que cette conférence s'est occupée des divers problèmes qui sont encore à résoudre : l'unité de l'étalon monétaire, la conservation de l'étalon d'argent, la fixité du rapport entre la valeur de l'or et celle de l'argent. La conférence a maintenu transitoirement l'étalon d'argent et ne s'est pas prononcée catégoriquement sur le rapport de valeur entre l'or et l'argent.

Il est vrai que deux nouvelles conférences internationales ont été tenues à Paris en 1878 et 1881, sur l'initiative des États-Unis ; mais ces deux conférences n'ont pas eu l'importance de celle de 1867. Les circonstances ne le comportaient pas. Elles n'étaient plus les mêmes. En 1867, la production d'argent aux États-Unis représentait une valeur de 13,500,000 dollars ; en 1878, cette production était évaluée à 45 millions de dollars. Non seulement les États-Unis étaient demeurés le principal facteur de la production d'or ; ils étaient aussi devenus le principal facteur de la production d'argent. La suspension de la frappe par l'Union latine les atteignait d'autant plus directement que la Hollande, la Russie et l'Autriche-Hongrie avaient cessé, depuis longtemps, de frapper de l'argent. Ils proposèrent aux prin-

cipaux États de l'Europe de décréter la libre frappe de l'or et de l'argent et l'adoption d'un rapport fixe de valeur. C'était condamner implicitement la politique monétaire qui avait prévalu à la conférence de 1867. Cette conférence s'était refusée à adopter un rapport fixe de valeur entre l'or et l'argent ; en outre, elle avait, en principe, sinon en fait, reconnu la nécessité de limiter la frappe de l'argent.

Les travaux des deux conférences ont été publiés ; ceux de la conférence de 1878 par les soins du gouvernement américain et ceux de la conférence de 1881 par les soins du gouvernement français ; ce sont des ouvrages considérables, remplis de documents officiels ; néanmoins ces recueils n'offrent peut-être pas autant d'intérêt que les recueils des conférences et enquêtes de 1867 à 1869. Pour ces dernières, les délibérations accusent un mouvement général dans les esprits ; l'intérêt particulier n'y joue aucun rôle ; les témoins et les commissaires déposent et discutent sous l'empire d'idées générales et désintéressées. Les théories combattent les unes contre les autres. En 1878 et en 1881, les intérêts ont remplacé les théories. La lutte revêt un caractère différent, aussi les deux conférences n'aboutirent à aucun résultat.

L'influence de l'Union latine n'en devint que plus étendue. Les débats firent connaître au public la portée des questions débattues. En 1881, les agents américains avaient réussi à convertir le gouvernement français à leur système ; mais l'opinion publique et les délégués des autres États de l'Union latine paralysèrent les agissements des représentants français ; aujourd'hui la situation est entièrement élucidée. L'opinion publique, en France du moins, est revenue aux idées qui prévalaient en 1867. Elle accepte l'étalon d'or avec la restriction de la frappe et de la valeur libératoire de l'argent. Ce sont exactement les conclusions de la commission de 1868. Il est probable que telle sera la législation monétaire qui sera adoptée lors de la dissolution de l'Union latine.

Cette Union a été favorable à tous les États qui en ont fait partie. Elle a permis à la Belgique et à la Suisse de traverser, sans embarras monétaires, la période de 1865 à 1885. Elle a été du plus grand secours à l'Italie pour rétablir ses finances et entreprendre l'opération de l'abolition du cours forcé. Enfin, au milieu des épreuves si diverses auxquelles la France a été exposée depuis 1870, elle a servi à montrer la puissance et même la suprématie monétaire de la France, la supériorité de son système monétaire ; aussi, malgré les difficultés de cette pénible période de 1870 à 1885, le mouvement général des États à adopter le système monétaire de la France a continué. En 1871, le Vénézuéla et le Japon, en 1873 la Serbie et la République Argentine, en 1879 la Perse, en 1880 la Bulgarie, en 1881 la Roumanie, sont entrés dans la clientèle monétaire de la France. Cette clientèle ne peut que s'accroître.

Il ne suffit pas cependant de rendre compte de ce qui concerne l'Union latine pour expliquer l'influence que la révolution monétaire a pu avoir sur les États à double étalon avec monnaie d'argent et d'or. Plusieurs de ces États ont des intérêts particuliers séparés dont il est nécessaire de s'occuper, notamment l'Espagne, l'Italie, la Belgique, la Hollande et le Mexique ; je réserve ce qui est spécial à la France pour le livre suivant.

L'Union latine a été prorogée jusqu'au 1^{er} janvier 1891, par une convention qui règle les conditions de la liquidation, sans rien prévoir pour les arrangements monétaires futurs. Tous les alliés monétaires de la France ont paru hésiter avant de renouveler l'Union.

La France les a traités avec amitié, car elle n'avait et n'a encore besoin d'aucun d'eux. A peine la convention était-elle signée que la suprématie monétaire de la France se manifestait à nouveau. Italie, Belgique, Suisse, n'ont pas eu à regretter que la Banque de France ait pu reconstituer un rocher d'or de 1,400 millions. Sans la France, l'Italie aurait été impuissante à supprimer le papier-monnaie.

Aussi, en 1891, les alliés monétaires de la France auraient encore besoin de son bon vouloir.

§ 2. — *L'Espagne et l'Italie.*

Ces deux États nous offrent l'exemple de deux nations catholiques qui, après une longue décadence, se relèvent. Leur relèvement n'est pas également accentué, quoiqu'il soit également certain.

Le relèvement de l'Italie est un des faits les plus remarquables et les plus consolants de notre siècle, parce qu'il a son principe dans un retour à la fois moral, religieux et scientifique. Le relèvement de l'Italie lui prépare, pour le siècle prochain, de brillantes destinées, si elle évite les aventures ; en celui-ci il lui a procuré, en outre de l'indépendance nationale, qui est sans prix, l'accroissement de sa population, d'admirables institutions populaires et de belles finances. Ces finances ont aujourd'hui pour base un bon système monétaire. Ce système est celui de la France ; mais l'Italie avait dû le modifier par un assez long recours au papier-monnaie. En 1881, avant l'opération de l'abolition du cours forcé, la circulation monétaire de l'Italie comprenait : or 215 millions, argent 294 millions, billets d'État 940 millions, de banque 755 millions. Fin décembre 1885, la situation s'était modifiée de la manière suivante : or 564 millions, argent 526 millions. Billets de banque 920,835,893 liras, billets d'État 524,724,040 liras.

L'amélioration est sensible. Aussi le change italien sur les principales places de l'Europe a-t-il pu toucher au pair ou aux environs du pair. Autre symptôme, le 5 p. 100 italien, malgré un lourd impôt de 8 p. 100, a dépassé un moment le pair. Dans quelques années, l'Italie pourra convertir sa dette. L'abondance de l'or et l'Union latine ont singulièrement aidé l'Italie dans tout cela. Elle ne s'est pas mal trouvée d'être revenue à la clientèle de la France. Malgré ces progrès, l'Italie doit encore multiplier les efforts pour maintenir le change au pair, à raison des remises énormes qu'elle est obligée de faire à Paris et à Londres pour le service de sa dette. A certains égards, elle est dans la situation subordonnée de l'Inde. Son complet affranchissement sera la récompense de sa sagesse (1).

Dans son mouvement commercial, l'Italie n'a pas rencontré trop d'obstacles à la libre direction de sa politique monétaire, elle n'a pas encore d'intérêts coloniaux. Ses principales relations sont en Europe. En 1884, sur un ensemble d'exportations de 1,096 millions, la part des États de l'extrême Orient n'était que de 23,895,000 liras. Les importations, au contraire, s'élevaient à près de 100 millions (99,772,000 liras).

Le mouvement des métaux précieux est devenu favorable à l'Italie ; en 1885, elle avait dû, dans les quatre premiers mois, exporter en or 91,942,000 liras contre

(1) Le gouvernement a dû remettre en 1884 : place Paris, 63,312,073 liras ; Londres, 16,877,934 ; Berlin, 3,554,557. En 1885, les exportations d'or ont été de 126,627,905 liras et les importations de 12,717,229 liras. Dans le dernier semestre de 1887, l'Italie s'est éloignée de la France. Qu'est-il arrivé ? Le cours de 5 p. 100 est tombé de 101 à 93 et le change contre l'Italie a haussé de plus de 2 p. 100. Pas d'argument plus catégorique.

2,935,700 importées; en 1886, elle n'a exporté que 21,683,000 livres or contre 17,255,000 importées. Par contre, elle a exporté argent 100,255,000 livres et elle a importé 61,110,000 fr. Mais depuis 1887 la situation est moins bonne.

Malgré ses progrès économiques la situation monétaire de l'Italie demeure délicate. Sans l'Union latine, cette situation deviendrait difficile; elle s'effondrerait en cas de guerre. Le maintien de la paix est la condition de la prospérité de l'Italie. Tous les Italiens n'en sont pas convaincus; ils exagèrent leurs dépenses militaires; ils se lancent dans des entreprises coloniales; ils se demandent s'ils n'ont pas fait fausse route en limitant le papier-monnaie, en achetant de l'or. En toutes choses ils ont marché trop vite et devancé les temps. Certains de leurs publicistes soutiennent qu'une circulation d'argent aurait mieux convenu à l'Italie qu'une circulation d'or. Il est difficile de partager cette opinion. Tout indique que l'Italie, au point de vue économique et monétaire, a suivi de meilleurs conseils qu'au point de vue politique et militaire. Dès qu'elle devait payer en or les intérêts d'une dette énorme, l'Italie avait intérêt à multiplier les efforts pour acquérir une circulation d'or. Mais cette circulation, elle ne la conservera qu'avec beaucoup de prudence, la paix et l'amitié de la France.

Le relèvement de l'Espagne n'est pas aussi complet, aussi profond que celui de l'Italie. Il est cependant très réel. L'Espagne est restée une grande nation coloniale; sa marine marchande se reconstitue. Ses vieilles clientèles de l'Amérique du Sud se renouent. Elle a, depuis 1870, accompli de grands progrès. De 1872 à 1884, le mouvement des importations est passé de 526 à 893 millions et celui des exportations de 501 à 719 millions.

Il est resté beaucoup d'or en Espagne malgré les guerres, les révolutions et les exportations. Aussi l'Espagne a-t-elle pu éviter le régime du cours forcé et les pertes de l'agio. Sa situation monétaire est bonne; elle serait meilleure encore si l'Espagne, après avoir adopté le système monétaire français, était entrée dans l'Union latine, si elle avait restreint la frappe de l'argent à temps. Actuellement, on évalue sa circulation monétaire à : or 470 millions, argent 600 millions, billets de banque 463 millions.

Les belles colonies de l'Espagne ont un système monétaire dont l'or est la base. Quant au mouvement commercial de l'Espagne, il a lieu exclusivement avec l'Europe, les colonies espagnoles et les deux Amériques.

§ 3. — *La Belgique et la Suisse.*

Par la nature même des choses, la Belgique et la Suisse sont des clientes de la France. Elles lui tiennent encore de plus près que l'Italie et que l'Espagne. Combien ces deux peuples sont heureux cependant de pouvoir placer sur le marché français, l'Italie pour 500 millions et l'Espagne pour 300 millions de produits en moyenne! La Belgique y place également pour 400 millions et la Suisse pour 375 millions. Ainsi pour ces quatre peuples le marché français leur offre un débouché de 1,575 millions par an. Voilà certes une riche cliente. C'est cette clientèle qui est la base de l'Union latine. Aussi chaque fois que la Belgique ou la Suisse ont voulu s'émanciper des obligations qui résultent de toute clientèle, elles y ont toujours perdu.

La Belgique en a fourni l'exemple, dès 1832, en repoussant les pièces d'or fran-

gaises. Retour à l'or en 1847, mais sans accepter le même titre que les pièces françaises. Les pièces belges sont mal reçues; le gouvernement belge profite des discussions monétaires de l'époque pour démonétiser l'or, comme la Hollande. Nouveaux ennuis, nouveaux regrets. Enfin la Belgique se décide en 1861 à accepter entièrement le système français. C'est à son initiative qu'est due l'Union latine; mais la Belgique n'en a pas moins tenu à affirmer son indépendance en se livrant à une frappe exagérée de pièces de cinq francs, dont elle a eu le profit. Aussi, lorsqu'en 1885, le moment de liquider l'Union latine est venu, la question s'est posée de savoir au compte de qui la Belgique avait, de 1865 à 1878, frappé pour 495 millions d'argent. Ne voulant pas perdre 25 p. 100 sur ce stock, les délégués belges ont soutenu l'opinion qu'ils avaient monnayé pour compte de la France. C'est en effet en France que ces pièces avaient afflué. La France a transigé. La situation monétaire de la Belgique est, au surplus, excellente : or, 270 millions; argent, 277 millions; circulation fiduciaire, 367 millions. La Belgique n'a pas de colonies. Ses exportations en Orient n'ont pas d'importance (12,597,000 fr. en 1884) contre importations 67,722,000 fr.

Situation monétaire de la Suisse : or, 79 millions; argent, 89 millions; billets de banque, 131 millions. Jusqu'à présent la Suisse a été un allié monétaire fidèle de la France. Dans les conférences de 1867 et 1869, son délégué, M. Feer Herzog, a joué un rôle important. Instruit, éclairé, ferme dans ses opinions, M. Feer Herzog a eu une grande part au mouvement d'idées qui a présidé aux délibérations de ces réunions; peut-être était-il trop exclusivement porté vers l'adoption immédiate de l'étalon d'or. Il en est résulté un courant d'opinion en faveur de l'étalon exclusif d'or et la stipulation par la Suisse de la faculté de se séparer de l'Union latine avant le terme convenu de 1891. Ce serait, à notre avis, une faute de la part de la Suisse.

La Belgique et la Suisse, quoique placées dans de meilleures conditions économiques que l'Italie, se trouvent également sous la dépendance monétaire de la France; elles en feront facilement l'expérience en 1891. La France n'a nulle besoin des pièces suisses et belges. Elle leur interdira son territoire. L'effet sera immédiat.

§ 4. — *La Hollande.*

La Hollande appartient au même groupe géographique que la Belgique et la France du Nord, mais sa condition économique est différente. Sur un mouvement commercial de 1,969 millions de florins en 1884, 707 sont au compte de l'Allemagne, 513 de l'Angleterre, 276 de la Belgique. La Belgique, au contraire, achète à la France pour 100 millions de plus qu'à l'Angleterre ou qu'à l'Allemagne. Sur un mouvement commercial de 2,763 millions, la France en absorbe le quart. La Hollande est, en outre, une grande puissance coloniale dans l'Extrême-Orient. Ses importations à Java, en Chine, dans l'Inde ont représenté 107 millions de florins en 1884 et ses exportations 43 millions.

La Hollande a dû, par suite, approprier son système monétaire à ses relations commerciales principales. A raison de ses belles colonies d'Asie, avec lesquelles elle a entretenu un mouvement d'échanges de 118 millions de florins en 1884, elle avait cru devoir céder à l'opinion des économistes et des hommes d'État qui prévoyaient le remplacement de l'or par l'argent. Elle démonétisa l'or en novembre 1847. Mais la démonétisation de l'argent par l'Allemagne et la limitation de

la frappe d'argent par l'Union latine obligèrent la Hollande à revenir à la monnaie d'or (loi du 4 juin 1875). C'est l'un des exemples les plus intéressants de la dépendance monétaire des États secondaires et de la solidarité monétaire des États. L'argent ayant conservé son pouvoir libérateur en Hollande, les rapports de la Hollande avec ses colonies et les grands États orientaux ne présentent pas les mêmes difficultés qu'en Angleterre; les mêmes monnaies s'échangent à Amsterdam et à Batavia (1). Les exportateurs à Java et à Sumatra peuvent accepter des florins sans être obligés de les revendre sur place : leur cours en Hollande est ferme. Les importateurs de cafés ou de poivres à Amsterdam ne peuvent faire de bénéfices sur l'or parce qu'ils sont payés en argent, au besoin, c'est la situation inverse à celle qui existe entre l'Angleterre et l'Inde.

La Hollande aurait eu intérêt, sans l'influence de ses colonies, à entrer dans l'Union latine. Il lui est difficile de consentir à limiter rigoureusement sa circulation d'argent, quoiqu'elle soit obligée, comme les faits l'ont établi, à conserver une circulation d'or. Elle se trouve dans les mêmes conditions, moins impérieuses toutefois, que l'Angleterre; seulement l'Angleterre sacrifie complètement ses rapports monétaires avec l'Inde à ses autres intérêts monétaires. En cela, elle va trop loin.

La Hollande, de même que les États de l'Union latine, a suspendu toute frappe de l'argent.

M. O. Haupt évalue le stock monétaire de la Hollande à : argent, 158,500,000 fl. ; or, 63,000,000 fl. ; circulation fiduciaire, 60,000,000 fl. M. Soetbeer donne des chiffres plus élevés pour la circulation fiduciaire; 81 millions de florins, et inférieurs pour l'or : 35 millions de florins; les mêmes pour l'argent. La différence pour l'or tient à ce que M. Soetbeer n'a pas admis les lingots d'or dans ses calculs (2).

§ 4. — *Le Mexique.*

La condition actuelle du Mexique est l'argument invincible contre la théorie mercantile. On évalue que, depuis 1537, il a été frappé au Mexique pour 121,335,223 piastres d'or et pour 3,086,298,214 p. d'argent. Combien en est-il resté au Mexique? Le stock est estimé à : or, 4 millions de piastres; argent, 60 millions (2). Néanmoins, le Mexique est encore un producteur d'argent (à peu près 125 millions de francs par an). En 1885, l'ensemble du mouvement commercial du Mexique a été de 82 millions de dollars : 410 millions de francs. Dès lors, le Mexique continuera à produire l'argent jusqu'au moment où les plus riches mines ne pourront plus faire face aux salaires des mineurs; une production annuelle régulière de 125 millions d'argent est suffisante pour maintenir la baisse des prix, les mines du Mexique

(1) L'assimilation du système monétaire de la Hollande et de celui de ses colonies a été faite par une loi du 1^{er} mai 1854.

La conséquence de cette assimilation pourrait être, il est vrai, comme le remarque M. O. Haupt dans sa notice sur la Hollande (*Histoire monétaire*, chapitre XIII), un reflux d'argent en Hollande. C'est l'épée de Damoclès, observe M. O. Haupt; mais la Hollande ménage ses colonies, et elle n'a pas tort.

(2) Les divers stocks ci-dessus indiqués sont ceux donnés par M. O. Haupt (*Histoire monétaire*). On peut les comparer avec ceux indiqués dans les tableaux du chapitre sixième, livre premier.

M. Soetbeer (*Materiellen*, 1877-1878) donne :

Belgique : or, 270 millions ; argent, 240 millions de marcs ;

Suisse : or, 100 millions de francs ; argent, 60 millions de francs ;

Italie : or, 565 millions de francs ; argent, 259 millions de francs.

comptant précisément parmi les plus riches et les mineurs mexicains parmi les moins exigeants : le Mexique est un facteur de premier ordre dans la crise monétaire; toutes les mines des États-Unis pourraient être fermées, que les mineurs du Mexique continueraient à en extraire (1).

Les mêmes réflexions s'appliquent aux mines d'argent de Bolivie, du Pérou et de l'Allemagne.

XI.

De l'influence de la révolution monétaire sur les États à étalon d'argent avec monnaie d'argent.

Ces États forment le noyau principal du groupe oriental, ce sont : l'Inde, la Chine, l'Indo-Chine et les colonies hollandaises. La Perse, le Japon, les colonies espagnoles, s'en sont détachés.

§ 1^{er}. — *Les colonies hollandaises.*

La législation monétaire de la Hollande place ses grandes colonies asiatiques et océaniques dans une condition exceptionnelle en les assimilant à la mère-patrie. Cette assimilation est un fait très considérable, non seulement en ce qui concerne la Hollande et ses colonies, mais pour tous les peuples colonisateurs, notamment pour l'Angleterre. La plus grande difficulté actuelle de la crise monétaire, c'est l'opposition entre le régime monétaire de l'Inde et celui de l'Angleterre.

Pour la Hollande, la possession de Java, de Sumatra, des Moluques, est la raison de son influence politique et coloniale. L'Empire anglais n'est pas dominé par l'occupation et l'administration de l'Inde. L'assimilation monétaire de ses colonies s'imposait donc à la Hollande. Les colonies hollandaises ont un autre avantage. Leur stock monétaire métallique argent est modéré, environ 400 millions de francs. Aussi est-il complété par une circulation fiduciaire représentant 82 millions de francs, contrôlée par la banque de Java qui dispose d'une encaisse supérieure à 63 millions de francs. La circulation d'un papier garanti est partout préférable à celle de l'argent.

Il existe également un certain stock d'or dans les colonies hollandaises.

Pour ces deux causes, assimilation monétaire, circulation bien réglée, les colonies hollandaises ont échappé, jusqu'à présent, aux embarras qui troublent la situation économique et financière de l'Inde. Quant à l'éventualité de l'invasion subite de la Hollande par les florins argent de Java et de Sumatra, on peut la considérer comme tout à fait chimérique.

M. O. Haupt fait remarquer toutefois que cette assimilation n'a pu protéger complètement les colonies hollandaises contre les conséquences de la baisse de l'argent. En effet, l'Indo-Chine et les grandes îles de Java et de Sumatra forment une sorte de contrée mixte où se rencontre toutes les races humaines, leurs marchandises et leurs monnaies d'argent : piastre mexicaine, roupie de l'Inde, taël chinois, lingots d'argent de tout genre, y affluent. Marchands, immigrants, pèlerins, coolies les portent et les rapportent avec eux. Ces monnaies ne jouissent pas de l'assimilation; elles ne circulent qu'à leur valeur de métal comme en Chine. Mais cet état de choses

(1) De 1537 à 1885, les Hôtels du Mexique ont frappé 618,067,719 liv. st. argent et 23,983,105 liv. st. or; ensemble 16,047,500,000 fr. En 1885, la frappe argent a été de 129 millions de francs; c'était la plus forte depuis dix ans. Elle a été dépassée en 1889.

est encore bien préférable à celui de l'Inde où l'argent circule à une valeur fictive, surtout à celui de l'Angleterre où l'argent n'a pas de valeur libératoire.

§ 2. — *L'Indo-Chine.*

L'Indo-Chine est le plus grand carrefour du globe. C'est le point de rencontre, de contact entre le plus vaste, le plus peuplé groupe de l'humanité, le groupe chinois qui comprend, avec ses diverses dépendances, plus de 400 millions d'habitants et le surplus de l'Asie, la côte orientale de l'Afrique, l'Europe. L'activité commerciale y est considérable. Toutes les races humaines s'y donnent rendez-vous ; toutes les marchandises s'y échangent, toutes les monnaies y affluent. Quoique l'argent, sous toutes formes, piastre mexicaine, roupie, taël, yen, tical de Siam, écu de cinq francs, dollar, y soit le seul instrument monétaire, les monnaies d'or d'Angleterre, de France, de Portugal, de Hollande, d'Espagne s'y troquent également. Cette présence de l'or est déjà un avantage ; un avantage plus réel provient du fait que l'argent n'a pas le cours légal. Il se prend au poids et au cours du jour. Il faut reconnaître dans ce fait l'influence dominante de la Chine. Si la prépondérance politique de la Chine a disparu, sa prépondérance commerciale existe encore dans l'Indo-Chine. Il est à prévoir qu'avec le temps, la place prise par la France dans l'Indo-Chine modifiera le pêle-mêle monétaire qui y règne ; mais il ne sera guère possible à la France de chasser la sapèque, ni la roupie, ni la piastre mexicaine, de longtemps du moins.

Le gouvernement français pourra être tenté, et on lui a déjà demandé, de donner dans les possessions de la France le même cours légal à la pièce de cinq francs qu'en France. Il y aurait là un acte d'autorité fait pour contenter des politiciens ; cet acte d'autorité serait une faute. En effet, en circulant au cours de 4 fr., la pièce de 5 fr. circule à sa valeur réelle, comme les autres monnaies d'argent dans l'Indo-Chine. Toutes les transactions ont lieu sur le même pied. Dans tout, l'aléa de la baisse est calculé. Il n'y a rien de factice dans la circulation monétaire. Le stock argent des divers États du groupe indo-chinois ne peut perdre que la moins-value nouvelle de l'argent ; c'est la chance appréciée librement par chacun. Je vais montrer combien différente est la condition de l'Inde. En réalité, l'argent circule et fonctionne dans l'Indo-Chine dans la condition où il serait nécessaire qu'il circulât partout, puisque sa valeur intrinsèque est profondément menacée par un amoindrissement d'emploi. La baisse de l'argent pour les États de l'Indo-Chine s'opère comme celle du blé ou du fer en Europe. Elle ne comporte aucun règlement ultérieur. Il n'y a à se préoccuper ni des 1,100 millions d'argent de la Banque de France, ni du milliard d'argent encavé par les États-Unis. Il n'y a pas de pouvoir quelconque en Indo-Chine pour attribuer à l'argent une valeur légale supérieure à sa valeur réelle.

On peut se figurer, au premier abord, que la confusion monétaire doit être extrême, on se méprend ; la balance égalise tout. Il n'existe qu'un embarras, c'est celui du cours. Combien la confusion serait, au contraire, extrême, si, dans l'Indo-Chine, la France s'avisait d'attribuer en Cochinchine, en Annam, au Tonkin, au Cambodge, une valeur légale quelconque à la pièce de 5 fr. ! Si les autres États indo-chinois en faisaient autant, sans prendre les mêmes bases que la France, s'ils différaient entre eux, la confusion deviendrait inextricable et l'on serait ramené par la force des choses à recourir à la balance et au cours.

Par suite, la crise de l'argent n'a qu'une influence indirecte sur les transactions.

Les États de l'Indo-Chine n'ont pas à faire des remises comme l'Inde, la Russie, l'Italie, l'Autriche-Hongrie, les républiques de l'Amérique du Sud; ils sont réglés pour leurs exportations en or ou en argent au cours; ils règlent en argent au cours leurs importations; ils échappent ainsi au danger d'attribuer une valeur fixe à une monnaie qui varie toujours et qui, pour eux, a toujours varié. Si la baisse continue de l'argent exige une connaissance plus exacte des cours, cette baisse n'est pas sans compensation pour eux, puisque tous les peuples de l'Indo-Chine vendent plus qu'ils n'achètent et n'ont pas à faire de remises obligatoires. Même pour les ports des *Straits-Settlements*, qui ne sont que des entrepôts, les exportations balancent à peu près les importations : en 1884, importations, 20,043,943 liv. st. ; exportations, 18,673,646 liv. st. A Singapore, le mouvement des marchandises avec l'Angleterre a donné, en 1884 : exportations, 4 millions 612,414 liv. st. ; importations, 2,682,872 liv. st.

Les supputations sur le stock monétaire de ces peuples sont extrêmement difficiles. M. O. Haupt évalue à 625 millions de francs le stock argent des colonies anglaises composant les *Straits-Settlements*.

§ 3. — *La Chine.*

La balance et le cours sont, en Chine, les moyens séculaires de la circulation monétaire de l'argent. Le système monétaire de la Chine est en rapport avec la formation et l'organisation de l'empire. Chaque grande province jouit d'une véritable autonomie. A diverses reprises, le gouvernement central a essayé d'exercer une influence directe sur la circulation monétaire de l'empire, soit en frappant des monnaies, soit en réglant la circulation fiduciaire. Il a toujours échoué. Les provinces sont plutôt juxtaposées qu'unies; elles n'acceptent que la centralisation politique. Il n'existe pas en Chine de monnaie d'argent légale, pas plus que de billet de banque ou de papier-monnaie à cours forcé. La circulation fiduciaire, tout entière dans les mains des banquiers particuliers, se règle de province à province; s'il existait des monnaies d'argent par province, la circulation monétaire serait pleine de difficultés, puisque la Chine comprend 18 provinces.

Chaque province est, en réalité, un État. La nécessité a conduit à la libre circulation de l'argent au poids et au cours. Il en résulte des désagréments dont tous les voyageurs ont rendu ou rendent compte; mais ces désagréments sont largement compensés par la situation monétaire actuelle de la Chine.

M. Haupt a évalué à 3,750 millions de francs le stock d'argent de la Chine. C'est le plus fort qui existe après celui de l'Inde, que M. Haupt porte à 5 milliards. A vrai dire, on ne peut faire que des suppositions sur ce stock. On sait seulement que l'argent circule en Chine avec une grande abondance et une grande rapidité, sous la forme de très minces lamelles que les Chinois mettent derrière les oreilles, comme certains commis français mettent leur plume ou leur crayon. La balance ne quitte jamais le Chinois. Il est toujours prêt à peser. Quant au cours, chacun le suppose et le défend de son mieux. L'habileté commerciale du Chinois tient en partie à ce que, dès ses plus jeunes années, il doit calculer la valeur de l'argent.

La révolution monétaire n'est, par suite, pour la Chine que d'un intérêt secondaire. La Chine pourrait beaucoup gagner à un relèvement de la valeur de l'argent; elle ne peut plus beaucoup perdre par sa diminution. Aurait-elle intérêt à se prêter à un relèvement conventionnel de l'argent? Très certainement non; car elle échan-

gerait une situation assise contre les aléas d'une politique monétaire contraire à ses traditions et à ses institutions. La politique monétaire de la Chine est réglée par le fait même de son système monétaire. Ce système est étranger au monnayage. L'argent n'est admis et ne circule que comme marchandise. Par suite, il n'entre dans la circulation que la quantité d'argent nécessaire. La loi de l'offre et de la demande s'applique sans limite. L'exemple de la Chine est la réfutation, sur une vaste échelle et en pratique, de la théorie favorable au maniement de la valeur des métaux précieux par des actes législatifs ou des traités diplomatiques.

L'influence monétaire internationale de la Chine dépend de la quantité d'argent qu'elle absorbe chaque année et du mouvement de son commerce. La plus grande incertitude règne sur les importations et les exportations d'argent en Chine. On ne peut les connaître qu'approximativement. Les documents les plus intéressants à consulter sont les relevés des importations et des exportations de métaux précieux entre l'Inde, la Chine, l'Angleterre et les États-Unis. J'emprunte les chiffres ci-après au dernier *Abstract Statistical*, pour l'Inde.

Échange de métaux précieux entre la Chine et l'Inde, 1875-1884.

ANNÉES.	ARGENT (liv. st.).		OR (liv. st.).	
	Importations en Chine.	Exportations dans l'Inde.	Importations en Chine.	Exportations dans l'Inde.
1875	102,537	353,303	77	1,083,584
1876	14,535	346,597	»	1,032,982
1877	753,735	610,472	200	406,029
1878	48,171	1,761,728	37	845,212
1879	3,442	1,811,873	»	832,970
1880	208,010	2,823,714	»	1,184,169
1881	37,950	169,599	»	1,548,684
1882	7,514	1,512,531	»	1,376,977
1883	18,963	1,265,778	173	1,167,916
1884	26,200	552,938	»	1,360,530
	<u>1,221,057</u>	<u>11,288,533</u>	<u>387</u>	<u>10,839,053</u>

Il résulte de ce premier tableau que la Chine exporte beaucoup d'argent et d'or dans l'Inde. Nous allons voir maintenant que cet or et cet argent lui proviennent de l'Angleterre et des États-Unis.

Échange de métaux précieux entre la Chine, l'Angleterre, les États-Unis, 1870-1884.

ANNÉES.	CHINE ET ANGLETERRE.				CHINE ET ÉTATS-UNIS.	
	Argent (liv. st.).		Or (liv. st.).		Argent et or réunis (dollars).	
	Importations. Chine.	Exportations. Angleterre.	Importations. Chine.	Exportations. Angleterre.	Importations. Chine.	Exportations. États-Unis.
1870	134,681	481,882	»	61,579	5,923,685	62,960
1871	13,100	3,068,216	»	1,500	3,571,647	1,950
1872	38,760	61,893	»	»	5,999,335	700
1873	313,055	499,622	»	128,846	7,154,549	181
1874	24,890	371,741	»	282,586	9,381,041	39,772
1875	863,131	112,730	»	341,689	6,603,369	6,840
1876	1,240,729	16,072	»	898,018	7,929,589	6,908
1877	2,047,685	472	»	186,594	15,430,865	10,952
1878	1,620,756	1,449	300	429,675	16,212,575	7,759
1879	527,492	348,908	»	809,497	7,431,362	134,635
1880	1,125,552	23,948	150	14,121	6,512,823	90,991
1881	962,587	12,448	»	19,954	3,478,602	41,179
1882	430,775	34,828	10,000	6,243	»	»
1883	917,552	57,179	»	93,552	»	»
1884	761,134	»	»	68,521	»	»

Ainsi, la Chine reçoit des États-Unis et de l'Angleterre les métaux précieux qu'elle transmet à l'Inde. Elle vend à l'Angleterre et aux États-Unis des soies et des thés; elle achète à l'Inde de l'opium. Dans ce vaste mouvement d'échanges, très curieux à constater et à étudier, puisqu'il a lieu, sur les deux hémisphères, entre les plus grands États du globe, la Chine n'est exposée à aucun risque monétaire. Elle doit même bénéficier sur l'argent qu'elle livre à l'Inde. Elle prend l'argent au *cours réel* en Angleterre et aux États-Unis et le livre au *taux légal* dans l'Inde. Elle achète un métal déprécié qui redevient monnaie légale dans l'Inde.

Le mouvement commercial de la Chine avec les divers peuples du globe, après avoir grandi jusqu'en 1881, a éprouvé une certaine diminution. Les exportations se sont élevées, de 1872 à 1876, de 75,288,000 taëls à 80,551,000 pour revenir, en 1884, à 67,148,000. Les importations sont tombées de 93,883,635 taëls à 74,330,282 en 1884.

Ce mouvement commercial s'est réparti entre les principaux peuples.

	1881 (taëls).		1884 (taëls).	
	Importations.	Exportations chinoises.	Importations.	Exportations chinoises.
Royaume-Uni.	23,738,198	22,730,683	16,945,086	19,465,553
Indo-Chine.	33,002,397	19,190,453	30,734,698	19,414,855
Inde.	26,818,704	493,589	16,938,381	635,844
États-Unis.	3,300,312	10,222,335	2,418,367	8,279,598
Russie.	112,766	4,553,298	259,304	5,488,681
Japon.	3,782,574	1,764,401	3,655,552	1,795,815
Europe.	2,473,354	9,806,629	1,752,222	10,070,522
Australie.	426,462	2,147,919	118,180	1,665,631

Ainsi, sur tous les marchés, l'Inde et l'Indo-Chine exceptées, la Chine est créancière : on la paie en or, elle paie en argent; car elle est débitrice des peuples à argent et créancière des peuples à or.

A tous points de vue, soit circulation intérieure, soit commerce international, la situation monétaire de la Chine est excellente. Il n'en serait pas de même si l'argent, au lieu de n'avoir chez elle que sa valeur réelle, en recevait, de par l'Empereur, une factice. Toutes les transactions intérieures seraient exposées à subir le contre-coup de la baisse de l'argent et, d'autre part, dans ses transactions internationales, elle devrait recevoir ses propres monnaies, non plus au cours, mais au taux légal (1).

Joseph Garnier, qui avait étudié avec soin les questions monétaires, en était arrivé à se ranger à la pratique séculaire de la Chine. Cette pratique présente de sérieux inconvénients pour les États qui n'ont qu'un instrument monétaire. Ces inconvénients disparaissent lorsqu'ils en ont plusieurs.

§ 4. — L'Inde.

Tout est différent dans la condition de l'Inde. L'Inde est une dépendance de l'Empire anglais, gouvernée comme une conquête par un ministre responsable.

(1) La Chine vient cependant de se décider à faire une nouvelle expérimentation monétaire. Le gouvernement installe à Pékin un vaste hôtel des monnaies pour fabriquer des dollars de 6 fr. 25 c., demi et cinquième de dollar. On n'est pas encore fixé sur le caractère juridique de cette monnaie. Si elle reçoit la force légale, la condition monétaire de la Chine changera peu à peu et se rapprochera de celle de l'Inde, avec cette différence toutefois que la Chine n'a pas de remises à faire en Europe. Le prix actuel de l'argent est favorable. L'argent ne paraît guère exposé à une très forte baisse. La frappe impériale soutiendra les cours.

devant le Parlement anglais. Pour un peuple conquis, la responsabilité ministérielle est la plus dure forme de la servitude, parce qu'elle subordonne tous ses intérêts à ceux du peuple conquérant. Les colonies d'Athènes ne pouvaient souffrir le gouvernement des Athéniens.

J'ai déjà examiné la condition monétaire de l'Inde au point de vue intérieur; il me reste à montrer l'influence internationale de cette condition. Cette influence, très importante quant à l'Angleterre, a été singulièrement exagérée quant aux autres peuples. J'en trouve la preuve dans la statistique du mouvement commercial de l'Inde avec les principaux peuples.

Mouvement commercial de l'Inde, 1875-1884.

ÉTATS.	IMPORTATIONS (1,000 liv. st.).				EXPORTATIONS (1,000 (liv. st.).			
	1875.	1878.	1881.	1884.	1875.	1878.	1881.	1884.
Angleterre.	34,247	45,130	45,205	49,701	27,972	30,802	31,159	36,984
Chine.	2,956	4,030	3,699	4,048	11,750	12,791	14,981	13,201
France	412	577	800	858	4,449	6,025	6,498	8,368
Indo-Chine.	1,100	1,557	1,596	1,791	»	1,982	2,618	3,170
États-Unis	193	279	490	529	2,238	2,672	3,268	3,102
Australie.	233	384	406	2,477	135	455	533	596
Italie	279	434	1,575	800	1,112	1,410	2,781	3,720
Belgique	»	»	»	176	»	218	335	3,403
Autriche-Hongrie .	96	119	426	647	1,320	1,427	2,226	2,241
Allemagne	»	»	68	121	202	330	337	616
Égypte.	17	341	335	394	»	577	1,442	598
Perse	919	518	534	773	1,244	980	1,230	1,476
Turquie	»	595	385	490	31	452	395	400
Arabie.	396	691	985	603	358	800	1,073	778
Maurice	596	644	1,311	768	1,033	1,253	792	3,902

En réalité, l'Angleterre, la Chine, l'Indo-Chine et l'Australie sont les seuls peuples importateurs dans l'Inde. J'ai déjà montré comment s'opéraient les règlements avec la Chine et l'Indo-Chine; ils ne présentent aucun embarras. Les peuples exportateurs, ceux auxquels l'Inde vend ses produits, sont plus nombreux. Néanmoins, l'Angleterre distance de beaucoup tous les autres. Viennent après elle la Chine et l'Indo-Chine avec les deux cinquièmes du chiffre des exportations en Angleterre, puis la France qui atteint presque au quart. Les autres peuples sont tous loin de cette proportion.

Sur l'ensemble du mouvement commercial de l'Inde, qui s'est élevé en 1884 à 154,500,000 liv. st., l'Angleterre représente seule 86,600,000 liv. st. Elle domine le commerce de l'Inde, surtout quant aux importations dans l'Inde.

Le système monétaire de l'Inde consiste dans une circulation d'argent, mais très dépréciée. Il est facile de se rendre compte des effets de cette dépréciation sur les relations de l'Inde et de leur contre-coup sur les rapports internationaux des peuples.

L'Inde règle les importateurs avec la roupie qui perd actuellement 25 p. 100. Ces importateurs sont les Anglais, les Australasiens et les Chinois. Les Chinois achètent trois fois plus qu'ils ne vendent; ils compensent. Il n'en est pas de même des Anglais et des Australasiens. Leurs ventes excèdent leurs achats de près de 400 millions de francs, sur lesquels la perte est lourde.

Mouvement des métaux précieux dans l'Inde, 1875-1884.

ÉTATS.	IMPORTATIONS (en 1,000 liv. st.).										EXPORTATIONS (en 1,000 liv. st.).										
	1875.	1876.	1877.	1878.	1879.	1880.	1881.	1882.	1883.	1884.	1875.	1876.	1877.	1878.	1879.	1880.	1881.	1882.	1883.	1884.	
Années.	1875.	1876.	1877.	1878.	1879.	1880.	1881.	1882.	1883.	1884.	1875.	1876.	1877.	1878.	1879.	1880.	1881.	1882.	1883.	1884.	
Mouvements de l'argent.																					
Angleterre.	4,376	1,979	7,985	12,719	2,883	4,715	2,804	3,767	4,390	5,457	29	48	88	105	182	78	151	17	43	11	
Europe.	116	282	1,177	209	60	471	1,240	445	1,843	611	15	46	62	73	5	14	5	73	73	66	
Australasie.	254	»	325	64	»	»	3	11	2	»	10	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Chine.	353	349	610	1,761	1,811	2,823	160	1,512	1,265	552	108	14	739	48	3	208	37	7	18	26	
Indo-China.	249	83	79	359	188	115	54	52	59	86	45	48	94	82	31	24	20	16	18	23	
Perse.	257	41	34	44	48	53	41	61	157	138	93	38	57	107	92	221	185	105	72	100	
Turquie.	»	86	69	72	85	208	110	119	195	85	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Arabie.	109	226	257	286	251	258	444	288	290	227	15	62	52	119	74	62	85	78	50	55	
Ceylan.	322	292	343	160	257	536	208	102	92	109	937	1,053	1,074	284	885	657	572	439	465	430	
Aden.	34	43	39	30	11	25	58	71	19	32	32	79	16	3	21	23	169	30	1	16	
Afrique.	297	67	61	48	40	161	119	26	39	99	106	418	488	170	296	319	140	301	58	201	
Autres contrées.	23	11	12	20	48	237	10	5	5	13	»	35	16	91	43	17	22	16	14	41	
Gouvernement.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	32	85	87	55	86	106	31	2	61	28	
Totaux.	6,051	3,464	9,992	15,776	5,593	9,605	5,316	6,466	8,358	7,408	1,409	1,908	2,798	1,100	1,633	1,735	1,423	1,087	877	1,002	
Mouvements de l'or.																					
Angleterre.	451	267	480	203	205	302	1,047	1,098	1,398	1,328	207	248	1,200	1,083	2,351	287	»	2	147	3	
Europe.	24	7	16	10	13	61	55	93	144	120	6	42	28	»	»	2	»	1	9	»	
Australasie.	50	28	28	21	28	8	291	1,321	1,425	1,920	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Chine.	1,083	1,032	406	845	832	1,183	1,518	1,376	1,165	1,960	»	»	»	»	»	7	11	6	4	»	
Indo-China.	23	86	28	31	13	29	21	33	18	10	»	2	1	»	9	»	»	1	1	1	
Perse.	80	15	11	3	1	1	3	1	34	70	1	»	»	»	»	»	»	1	1	1	
Turquie.	»	50	52	10	11	9	93	95	205	182	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Arabie.	205	162	128	81	104	114	206	213	159	96	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Ceylan.	106	132	52	36	37	28	36	101	211	»	»	1	4	»	»	»	»	»	»	»	
Aden.	27	27	23	22	20	16	30	59	55	73	»	»	»	»	1	»	1	»	»	»	
Afrique.	29	74	216	921	193	292	318	334	279	303	»	»	»	»	1	»	2	»	»	»	
Autres contrées.	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	25	»	»	»	»	»	
Gouvernement.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Totaux.	2,089	1,885	1,443	1,578	1,463	2,050	3,672	4,856	5,905	5,469	215	281	1,285	1,110	2,359	299	16	12	164	6	

Tous les autres peuples, achetant plus qu'ils ne vendent, compensent comme les Chinois ; ils gagnent plus qu'ils ne perdent sur l'argent déprécié de l'Inde. Tel est notamment le cas de la Belgique, de l'Italie, des États-Unis. Quant à la France, la situation est exceptionnelle : elle achète pour plus de 200 millions de francs et ne vend que pour 20 millions. Elle paie comme elle veut, et la preuve est facile à faire, au moyen du tableau du mouvement des métaux précieux dans l'Inde ; aussi bien ce mouvement est-il nécessaire à connaître au point de vue général de la question monétaire.

Il appert de ces deux tableaux (1) :

1° Que, depuis 1875, les importations d'argent dans l'Inde ont dépassé les exportations de 1,576 millions de francs et que les importations d'or ont dépassé les exportations de 572 millions de francs ;

2° Que les États européens n'ont pris dans ce mouvement qu'une part extrêmement restreinte quant à l'argent et presque nulle quant à l'or ;

3° Qu'il a été concentré, presque en entier, dans les mains de l'Angleterre, à l'exception de la Chine et de l'Indo-Chine (2).

Le mouvement monétaire de l'Inde dépend encore plus strictement de l'Angleterre que son mouvement commercial. Les chiffres des importations et des exportations de métaux précieux des peuples de l'Europe, autres que l'Angleterre, ne correspondant pas à l'importance de leurs affaires avec l'Inde, il en résulte qu'ils compensent facilement sur le marché anglais les sommes qu'ils doivent à l'Inde, car tous ces peuples achètent plus qu'ils ne vendent à l'Inde. Ces compensations se font soit au moyen des sommes que l'Inde doit à l'Angleterre, puisque l'Angleterre est sa créancière d'un solde annuel très important, soit au moyen des règlements que le gouvernement de l'Inde fait plusieurs fois par mois au gouvernement central de Londres.

Depuis 1862, l'Inde est devenue débitrice envers l'Angleterre de capitaux considérables que le gouvernement de l'Inde a empruntés sur le marché de Londres pour ses besoins, notamment pour les travaux publics, chemins de fer, routes et canaux. Les intérêts ou les annuités de ces capitaux ont dépassé, en 1884, la somme de 17,500,000 liv. st. Chaque année le gouvernement de l'Inde fait au secrétaire d'État de l'Inde des remises de valeurs sur l'Inde qui sont négociées à Londres par la Banque d'Angleterre (*Indian council bills*) et qui servent à acquitter la dette annuelle de l'Inde. Les exportateurs n'ont qu'à s'approvisionner de ces valeurs, qui se négocient au cours de l'argent métal à Londres sur chaque présidence de l'Inde en mandats directs ou télégraphiques, selon les besoins.

Voici le tableau de ces négociations de 1862 à 1884. Il en résulte qu'en 1884 la perte a été pour l'Inde de plus de 100 millions.

TABLEAU.

(1) Dans les deux tableaux ci-dessus, quelques totaux ne correspondent pas aux chiffres des colonnes, parce que les sommes inférieures à 1,000 fr. n'y ont pas été inscrites.

(2) Le *Bulletino sul credito* et la *Previdenza* (15 décembre 1886) ont reproduit deux tableaux importants dressés par M. Palgrave pour compte de la commission d'enquête sur la crise en Angleterre. Ces deux tableaux donnent les mouvements de l'or et de l'argent dans l'Inde de 1835 à 1884. En voici les principaux résultats en livres sterling :

Argent : importations, 319,183,600 ; exportations, 55,370,262 ; monnayage, 299,282,515 ;

Or : importations, 137,083,018 ; exportations, 9,194,915.

ANNÉES.	MONTANT	PRODUIT	TAUX MOYEN		PERTES	
	des traites en roupies.	des négociations en livres sterling.	de la vente de la roupie en schellings, à 2 schellings la roupie.		résultant du change en livres sterling.	
	roupies.	livres.	schel.	den.	livres.	
1862	1,20,03,592	1,193,719	1	11	867	6,630
1863	6,66,37,287	6,641,576	1	11	920	22,153
1864	9,01,41,740	8,979,521	1	11	907	34,653
1865	6,82,45,100	6,579,473	1	11	876	35,037
1866	7,04,71,747	6,998,890	1	11	835	48,276
1867	5,84,14,131	5,613,746	1	11	064	227,667
1868	4,28,18,177	4,137,285	1	11	190	144,533
1869	3,83,40,000	3,705,741	1	11	197	128,259
1870	7,20,00,000	6,980,122	1	11	267	219,878
1871	9,00,85,000	8,443,500	1	10	495	564,901
1872	10,70,00,000	10,310,339	1	11	126	389,061
1873	14,70,25,000	13,939,995	1	10	754	763,405
1874	14,26,57,000	13,285,978	1	10	351	980,022
1875	11,74,37,000	10,841,615	1	10	156	902,085
1876	13,75,00,000	12,389,613	1	9	625	1,360,387
1877	14,85,75,122	12,795,699	1	8	508	2,161,713
1878	11,69,85,000	10,134,455	1	8	791	1,564,045
1879	16,91,23,612	13,948,565	1	7	794	2,963,796
1880	18,35,00,000	15,261,810	1	7	961	3,088,190
1881	18,32,77,000	15,239,677	1	7	956	3,088,023
1882	22,21,09,350	18,412,429	1	7	895	3,798,506
1883	18,58,56,593	15,120,521	1	7	525	3,465,138
1884	21,62,15,462	17,599,895	1	7	536	4,021,741
1885	»	»	»	»	»	»
	2,68,64,17,915	238,063,002	1	10	460	29,978,789

Depuis 1835 la perte de l'Inde sur le change a été de 306,048,528 liv. st., soit 7,650 millions de francs. Cette somme est supérieure au montant net des importations d'argent de l'Inde pendant 50 ans. Elle représente pour l'Inde une perte colossale et pour l'Angleterre un bénéfice proportionnel; c'est ce bénéfice qui forme l'élément principal des dividendes des banques anglaises. Voilà le coût de la servitude (1).

La crise de l'argent tout à la fois onéreuse pour l'industrie anglaise et pour le gouvernement de l'Inde profite à la Banque. A cet égard, il importe de remarquer que les manufacturiers anglais, créanciers de l'Inde, n'ont pas la ressource de se couvrir de leurs pertes au moyen des *Indian council bills*. Ce sont les débiteurs de l'Inde qui les prennent, parce que seuls ils sont à même de compenser.

Par suite, la condition monétaire de l'Inde n'exerce aucune influence internationale directe; elle n'a d'effet que sur les relations de l'Inde et de l'Angleterre. Les autres peuples n'en éprouvent aucun préjudice. Et, de fait, aucun peuple ne s'en plaint, à l'exception de quelques importateurs allemands de Hambourg ou de Brême qui ont avec l'Inde un commerce assez considérable, quoique relativement secondaire.

XII.

Conclusions générales sur les effets internationaux de la révolution monétaire.

De tout ce qui précède, il résulte que les effets de la révolution monétaire se concentrent sur trois peuples : les États-Unis, l'Inde et l'Angleterre.

(1) *Bulletino sul credito*, 15 décembre 1886.

Tous les autres peuples en sont indemnes ; la France entièrement. Aussi la question monétaire n'y préoccupe-t-elle que quelques maisons d'exportation et quelques banquiers habitués au trafic des métaux précieux. Les places de Hambourg et de Brême sont plus éprouvées, mais dans une limite restreinte. Anvers, Marseille, sont indifférents.

Parmi ces trois peuples, les États-Unis n'ont guère à formuler de griefs, puisque ce sont eux, précisément, qui, en très grande partie, sont les agents, les promoteurs de la révolution, en jetant, chaque année, sur le marché, une quantité d'argent tellement supérieure aux besoins qu'ils sont obligés d'en encaver une partie, c'est-à-dire de reconstituer les dépôts qu'ils ont extraits.

Comment l'Angleterre s'en plaindrait-elle ? Elle exclut l'argent de sa circulation monétaire.

En sorte que, comme l'a dit M. Cernuschi, la crise monétaire est une crise anglaise.

En réalité, elle est plutôt une crise anglo-saxonne. L'Angleterre n'y trouve aucun profit direct : il n'en est pas de même des États-Unis. On peut même considérer la crise monétaire comme une marque de l'influence que les deux Amériques sont fatalement appelées à exercer sur la civilisation générale.

Reste l'Inde qui en souffre directement, non seulement parce qu'elle possède un stock d'argent considérable, mais parce qu'elle n'est pas libre d'adapter sa législation monétaire aux circonstances. Cependant cette adaptation deviendra une nécessité inéluctable dans un court délai.

Pourquoi la Chine et l'Indo-Chine ne participent-elles pas aux difficultés monétaires de l'Inde, puisque, comme l'Inde, elles n'ont que l'argent pour instrument monétaire ? C'est que leur législation monétaire, quoique très imparfaite, est adaptée aux circonstances. Elles sont indépendantes.

E. FOURNIER DE FLAIX.
